

Contre Attaque Action contre la guerre ...

«ACTION CONTRE LA GUERRE» : DANS LE CHER, ACTIONS DIRECTES CONTRE L'INDUSTRIE MILITAIRE

La Sologne et le Berry sont de paisibles territoires, traversés par la Loire et parsemés de forêts. C'est au cœur de cette région idyllique que la France produit des missiles, des canons et des blindés militaires. On y trouve plusieurs sites militaro-industriels, notamment ceux de la firme KNDS, le numéro 1 des chars de combat, qui vend des obus et les célèbres canons César. Il y a aussi MBDA, champion de la fabrication de missiles. Et des missiles, l'armée française en utilise de plus en plus, notamment avec ses avions de guerre au Proche-Orient ces dernières semaines. Après avoir doublé sa production de munitions entre 2023 et 2025, la firme annonce une hausse de sa production de 40% en 2026 et veut continuer d'accélérer.

En janvier, Macron réunissait les industriels français de la guerre pour leur demander «d'aller plus vite» dans la production. En juillet dernier, il leur demandait «d'innover plus rapidement, de produire plus rapidement, de produire de la masse nouvelle». Le message a été bien reçu en Sologne. L'entreprise MBDA veut doubler sa surface dans la commune de la Selles-Saint-Denis, en Loire-et-Cher. Le site actuel de 266 hectares va augmenter de 279 hectares. L'an dernier, MBDA avait déjà acheté de nouvelles machines pour fabriquer plus de missiles. Et l'entreprise organise des recrutements en urgence pour faire tourner l'usine. Sur le site France service, il est écrit : «Pas de CV, pas de diplôme, pas d'expérience» requise. Juste de la chair à patron pour armer la chair à canon.

Pour les riverains, cette extension est aussi un désastre écologique : 51 hectares de végétation défrichée, 15 hectares de zones humides détruites, une artificialisation des sols. Cela représente aussi un danger industriel, avec l'usage massif de produits explosifs et toxiques.

Plus de 24 collectifs, syndicats, associations et groupes d'habitants s'opposent au projet. Vendredi 6 mars 2026, ils

se sont rendus à la réunion publique de présentation du projet. En dehors des dirigeants d'entreprises, il n'y a eu aucune prise de parole en faveur du projet, et une heure d'interventions opposées. Palestine, écologie, faible nombre d'emplois au regard de l'investissement, production servant à tuer : tous les sujets ont été balayés. Il a été demandé une seconde enquête publique, ce qui a été refusé par la préfecture.

Cette enquête publique bâclée était officiellement close le 7 avril. C'est justement ce matin là que trois installations électriques ont été retrouvées incendiées à proximité des usines d'armement. Un poste source à La Chapelle Saint-Ursin, à quelques centaines de mètres du fabricant KNDS, un transformateur à Saint-Florent sur Cher, non loin de MBDA, et un pylône à Bourges, près d'une autre usine MBDA. C'est là qu'un tag «Actions contre la guerre» a été découvert. Des témoins ont filmé «des arcs électriques» aux alentours de 4 heures du matin. Les réparations pourraient coûter plusieurs millions d'euros et durer plusieurs mois. Les médias ont d'abord parlé d'un acte «mystérieux», pour le minimiser et le dépolitiser. Avant d'embrayer sur un registre anxigène deux jours plus tard, parlant de «sabotages» et «d'ultra-gauche». Comme d'habitude, il s'agit de diaboliser des gestes qui défendent le vivant et s'opposent aux marchands de mort. Le parquet de Paris est saisi pour une possible «atteinte aux intérêts fondamentaux de la nation» et la Sous-direction antiterroriste est saisie. Pour rappel, la France est le deuxième vendeur d'armes du monde, et MBDA fournit de quoi commettre des massacres partout sur la planète. Par exemple, ce groupe est un partenaire d'Israël et arme le génocide en Palestine. Mais ce n'est pas tout, on retrouve aussi ses armes au Yemen. Dans ce pays de la péninsule arabique a lieu l'une des plus graves crises humanitaires du monde. Des centaines de milliers de déplacés, des famines, des dizaines de milliers de civils tués, le pillage des ressources, des affrontements d'États par factions interposées...

Le gouvernement français a d'abord assuré qu'aucune arme française n'était utilisée dans cette guerre au Moyen Orient. Le média Disclose avait prouvé en 2019 que la France avait

exporté pour 1,4 milliards d'euros d'armes à l'Arabie Saoudite, qui massacre des civils au Yemen. Deux journalistes avaient alors été convoqués par la DGSI. En juin 2022 trois ONG, soutenues par Amnesty International, avaient déposé plainte devant une juridiction française contre des entreprises d'armement accusées de «complicité de crimes de guerre» au Yemen, dont Dassault Aviation, Thales Group et MBDA France.

Quant à KNDS, selon plusieurs collectifs pacifistes et pro-palestiniens, l'entreprise vend aussi des armes et des composants à la firme israélienne Elbit, qui équipe l'armée génocidaire.

Où est la violence et où sont les terroristes ? Derrière quelques installations électriques mises hors service, ou chez les marchands d'armes made in France fournissant des bombes écrasant les peuples ?